

CITIZEN

FAIR TRADE

De la générosité au coeur de l'amertume

Transfair Minka

L'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) vient de faire paraître une enquête sur la responsabilité sociale et environnementale des producteurs de cacao et distributeurs de chocolat. C'est le chocolat Oxfam qui est arrivé au premier rang.

Avec la note générale B, le chocolat Oxfam a obtenu la première place des producteurs de cacao et distributeurs de chocolat, faisant ainsi preuve d'une responsabilité sociale et environnementale bien plus importante que ses concurrents. Labellisé TransFair / Fairtrade, ce chocolat est commercialisé au Luxembourg sous la marque Oxfam et est disponible dans les sept « Boutiques du monde » du pays, dans la grande distribution et les magasins vendant des produits biologiques.

En tenant compte des réalités du marché du chocolat luxembourgeois

et de son développement récent, il faut préciser que l'article, intitulé « Des fèves au goût amer », paru dans le magazine « de Konsument », ne fait référence qu'aux marques qui sont vendues sur le marché belge - comme Galler ou Delhaize. Or, sur le marché luxembourgeois, il faut ajouter les chocolats des marques Gepa, Alter Eco et Zotter qui disposent des mêmes avantages sociaux et environnementaux que le chocolat Oxfam et sont très appréciés pour leurs qualités gustatives. Signalons que le chocolatier autrichien Josef Zotter a gagné le « Eurochocolate Award 2006 » en tant que meilleur chocolatier étranger.

Pour le consommateur, acheter le chocolat Oxfam - mais également les autres marques citées ici - lui assure donc de choisir la meilleure solution au niveau des critères sociaux où ce chocolat a obtenu dans les quatre catégories citées par l'ULC (existence d'une politique sociale / vérification

de l'application de cette politique / existence d'une certification sociale / aide au développement économique des producteurs de cacao) la meilleure note, « A ». Mais manger du chocolat labellisé TransFair / Fairtrade, c'est aussi participer au développement environnemental durable de la planète puisque la note « A » lui a été décernée deux fois (au niveau de l'existence d'une certification environnementale et de la vérification de l'application de cette politique environnementale).

Des enfants dans les plantations

Au travers des résultats de cette enquête menée par des journalistes de l'association des consommateurs belges Test-Achats et publiée par l'ULC, c'est l'ensemble de la filière du commerce équitable qui est mise en valeur.

Acheter du chocolat labellisé Fairtrade, un geste simple qui ne doit pas faire oublier la précarité dans laquelle vivent les producteurs locaux de cacao, soumis à l'instabilité des prix du marché mondial, dont la principale conséquence est, selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le travail - et même l'esclavage - des enfants, main-d'œuvre bon marché et malléable.

Lors de leur enquête, les journalistes de la revue belge Test-Achats, se sont heurtés au refus des grandes entreprises de collaborer. « Pourtant, plus de la moitié de la production mondiale de cacao émane de pays où le travail des enfants est répandu. Si des entreprises mettaient en place des systèmes permettant d'éviter le phénomène, elles seraient très heureuses de pouvoir le communiquer. Leur silence en la matière est donc suspect et appelle à une pression des consommateurs pour un meilleur contrôle et une plus grande traçabilité dans la filière du cacao », soulignent-ils.

Les chocolats labellisés TransFair / Fairtrade sont ceux apportant, à l'heure actuelle, le plus de garanties au consommateur. «Le surcoût relatif de ces produits par rapport à d'autres semble d'ailleurs très négligeable au regard de l'impact sur place : meilleur prix payé aux cultivateurs leur permettant d'éviter la spirale de la pauvreté et, avec elle, le travail forcé des enfants, des cultures plus respectueuses de l'environnement et de la biodiversité», concluent les journalistes de Test-Achats.

L'article paru dans « de Konsument » est téléchargeable sur le lien suivant : www.transfair.lu/Documents/docu-presse/actions/kons_fr.pdf

MICROFINANCE

Victime de son propre succès ?

Damian von Stauffenberg, MicroRate

Microfinance n'égal pas microfinance. Encore faut-il savoir investir dans les bons projets.

Le nombre d'institutions de microfinance (IMFs) dans les pays en développement connaît une croissance exponentielle. La taille des IMFs suivies par MicroRate en Amérique Latine double tous les deux ans, et on constate des taux de croissance similaires sur les autres continents. Les fonds et autres véhicules d'investissements, mobilisant de l'argent provenant d'investisseurs des pays développés et l'acheminant aux IMFs des pays pauvres (VIMs), évoluent de la même manière. Depuis quelques années, leur volume double tous les ans. L'enthousiasme des investisseurs pour la microfinance est une bonne

chose ... pour autant que les investisseurs sachent où va leur argent.

Pour l'heure, le danger réside dans le fait que trop de fonds de microfinance essayent de placer leur argent dans un secteur trop étroit de la microfinance. Etant donné que ces fonds rivalisent entre eux, la progression commence à ralentir. Dans plusieurs cas, les taux auxquels les fonds prêtent aux IMFs sont trop bas pour couvrir à la fois les risques de crédit et les risques politiques. Même si c'est plutôt positif pour les IMFs, cette situation n'est pas tenable à long terme. Par ailleurs, il est important que ces fonds ne délaissent pas la notion de microcrédit.

Le microcrédit ne revient pas seulement à accorder un très petit crédit aux pauvres. Les prêteurs sur gages le

font depuis des centaines d'années. La caractéristique du « microcrédit » réside dans le fait que ces prêts fonctionnent comme des catalyseurs pour permettre aux emprunteurs d'être productifs. En effet, les microcrédits permettent aux emprunteurs de créer de la richesse pouvant non seulement rembourser leur prêt mais aussi augmenter leur standard de vie. Dès lors, il est essentiel que les IMFs soient capables de distinguer les emprunteurs potentiels qui pourront utiliser efficacement leur prêt de ceux qui ne le pourront pas. Si ce n'est pas le cas, le crédit accordé à l'emprunteur le placera malheureusement dans une spirale d'endettement.

Dans leur volonté d'augmenter rapidement le volume de leur portefeuille de crédits, certains fonds ignorent encore la différence fondamentale entre, d'une part, le microcrédit productif et, d'autre part, le fait de prêter aux pauvres - quelle que soit l'utilisation du prêt. Les agences de crédit à la consommation en particulier captent de plus en plus de fonds que les investisseurs avaient destiné à la microfinance. Dans ces cas, que le crédit à la consommation finisse ou

non par financer une activité productive, l'investisseur ne le sait pas.

La microfinance n'est pas victime de son propre succès - du moins pas encore! Au contraire, il s'agit d'un outil de développement puissant et un exemple qui démontre comment les lois du marché peuvent être complémentaires et prendre le relais des agences de développement. Mais il est facile de voir comment la microfinance pourrait devenir une victime si les investisseurs continuent de confier leur argent à tout ce qui se prétend être de la microfinance, sans accorder d'importance à l'utilisation du microcrédit.

MicroRate est la première agence de notation spécialisée dans l'évaluation d'institutions de microfinance. MicroRate et sa compagnie « sœur », Micro Credit Ratings International, ont évalué 128 IMF en 2007. A travers ses contacts permanents avec les micro-entrepreneurs, MicroRate bénéficie d'une position idéale lui permettant d'observer les tendances se dégageant de l'industrie de la microfinance. Texte traduit de l'anglais par l'Aide au développement autonome (ADA).